



**CGT FINANCES PUBLIQUES
De la GIRONDE**

*1^o étage, Tour A
Cité administrative - Boite 85
33090 Bordeaux cedex
tel 05 56 24 81 52 fax 05 56 24 86 34*

24, rue François de Sourdis
33060 Bordeaux cedex
tel /fax 05 56 90 76 93

cgt.drrip33@dgfip.finances.gouv.fr

**COMPTE RENDU CAPL des 05 et 06/11/2015
Mouvement spécial d'affectation des Contrôleurs
affectés dans les trésoreries
de St Loubès, Sauveterre et Talence
A effet au 01/01/2016
Missions transférées vers d'autres structures**

Une déclaration liminaire intersyndicale (CGT Finances Publiques, FO et Solidaires Finances) a été lue en début de séance afin de dénoncer la mascarade de dialogue social et de déclarer l'opposition des organisations syndicales à ces restructurations.

Votes :

- Administration : pour.
- Syndicats : contre.

Conformément à la demande évoquée dans la déclaration liminaire, le président de la CAPL a précisé qu'un procès-verbal spécifique à ce mouvement spécial sera établi, distinct du PV de la liste d'aptitude 2016.

Bordeaux, le 06/11/2015

Les élus CGT en CAPL B

Chantal DUBOURG (SIP Arcachon – 05.57.72.47.43)

David BOUSSARIE (SIE Libourne – 05.57.25.44.79)

Bordeaux, le 5 novembre 2015

**DECLARATION LIMINAIRE INTERSYNDICALE
MOUVEMENT SPECIAL DE MUTATION DES AGENTS DE CATEGORIE B
dans le cadre des fermetures de poste**

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons débiter cette CAP sans évoquer le Comité Technique Ministériel, traitant du budget 2016 qui n'était que la continuité d'une longue litanie de Comités techniques sur le même sujet et suivant les mêmes logiques. Depuis le début de la crise économique, les gouvernements qui se sont succédé assurent, sous couvert des politiques d'austérité, de réorganisation des services publics et de «rationalisation des coûts», une casse organisée de la Fonction Publique :

- ▶ par les suppressions massives d'emplois ;
- ▶ par une présence et répartition de plus en plus inégale des missions de services publics sur l'ensemble du territoire.

Nous ne parlons même pas des attaques envisagées par la Direction Générale sur les mesures de gestion, par exemple la fusion des RAN qui même sans être actée au niveau national se concrétise déjà dans certains départements. Qu'en sera-t-il en Gironde ?

En Gironde, concernant les fermetures de trésoreries prévues au 1er janvier 2016 (Saint Loubès, Sauveterre, Talence, Castillon la Bataille), le DRFiP certifiait lors du CTL du mois de juin 2015 que les élus locaux avaient été consultés et qu'ils ne manifestaient aucune opposition réelle. Or, à :

- ▶ Saint Loubès : un rassemblement s'est tenu le 08 octobre auquel des élus locaux ont participé et nous avons appris que suite au courrier intersyndical adressé aux élus, une intervention auprès du DRFiP a été faite,
- ▶ Castillon : suite à l'opposition du maire, la fermeture de la trésorerie a été suspendue par le ministre,
- ▶ Sauveterre : l'ensemble des élus de la communauté de communes, après avoir pris des délibérations contre la fermeture, a organisé une manifestation avec occupation du domaine public et barrage filtrant le 18 septembre 2015.

Il est clair que la DRFiP ne s'embarrasse ni du dialogue social ni de la concertation avec les élus locaux !!!

La carte du maillage des Centres de Finances publiques se calque peu à peu sur celui de la réforme des collectivités locales laissant des territoires entiers désertifiés de tout service public.

NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS FAIRE !

Nous demandons que chaque CAPL convoquée soit consacrée à un seul sujet et fasse donc l'objet d'un PV distinct.

La triste partie qui se joue aujourd'hui dans cette CAPL est une fois encore l'illustration que la DRFiP n'a aucune considération pour le personnel ni pour les usagers avec lesquels elle joue comme avec des pions sur un échiquier en ne respectant plus aucune règle du dialogue social et de la concertation.

Les agents concernés par cette CAPL sont bien **contraints** de vivre la fermeture de leur poste et se trouvent dans l'obligation de déposer une fiche de vœux. De fait, les élus Solidaires Finances Publiques, FO et CGT en CAPL B refusent de rentrer dans le débat de cette CAPL « restructurations » et formulent par cette déclaration un vote unanime « contre » ce mouvement

Enfin, ces mêmes élus tiennent à vous faire connaître leurs revendications :

Les élu-es Solidaires Finances Publiques, FO et CGT en CAPL B exigent de vous et de la Direction Générale :

- ▶ l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- ▶ l'arrêt immédiat des fermetures de postes et de sites,
- ▶ l'augmentation significative du volume de recrutement du concours commun B,
- ▶ la création de postes à hauteur des besoins des services,
- ▶ que toutes les vacances d'emplois soient pourvues dès lors qu'il existe des demandes,
- ▶ L'appel systématique des listes complémentaires de tous les concours.

LES élus Solidaires Finances Publiques, FO et CGT